

LES MINISTRES DE L'OPEP AUJOURD'HUI À VIENNE POUR SCELLER L'ACCORD D'ALGER

La réunion de la dernière chance

Tout porte à croire en la finalisation de l'Accord d'Alger aujourd'hui à Vienne où les ministres de l'Opep devront se réunir pour redistribuer les quotas de production en vue de limiter l'offre du cartel de pétrole entre 32,5 et 33 millions de barils/jour comme convenu fin septembre à Alger. Même si le marché n'est pas à l'abri d'une surprise que provoquerait l'attitude russe qui n'est d'ailleurs pas membre de l'Opep.

Les ministres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) se réunissent aujourd'hui à Vienne pour finaliser l'Accord d'Alger qui prévoit la limitation de l'offre du cartel sur le marché entre 32,5 et 33 millions de barils/jour. Il s'agit de mettre au point les paramètres techniques de cet accord conclu à la surprise générale au bout d'une réunion marathon tenue à Alger le 29 septembre dernier : quotas et calendrier de réduction de l'offre Opep.

Le marché du pétrole, qui a repris le moral à l'annonce de cet accord, lequel a porté les prix au-dessus de la barre des 50 dollars, a néanmoins connu des perturbations lors des deux dernières semaines à cause de déclarations divergentes des responsables des pays producteurs. Le premier producteur de l'Opep, l'Arabie Saoudite, a même menacé de se retirer de l'accord si la Russie, premier producteur mondial de pétrole, n'adhère pas à la démarche du cartel.

En effet, en dépit de la déclaration du Président Vladimir Poutine, qui a réitéré le soutien de la Russie aux mesures prises par la Russie et qui s'est joint ainsi à son homologue iranien qui s'est exprimé en faveur de la limitation de la production de l'or noir. Mais, le ministre russe de l'Energie Alexander Novak va sécher la réunion de Vienne à laquelle il est cordialement convié.

Et pour cause : la Russie veut limiter sa production à ses niveaux actuels alors que l'Arabie Saoudite attendait qu'elle s'implique un peu plus dans la démarche de l'Opep en réduisant son offre. Les Saoudiens pensent que la tendance des prix ne peut être inversée si la Russie ne réduit pas sa production. Pire, elle annulerait les efforts de l'Opep qui, au vu de la situation de la plupart des pays composant le cartel, se réduiraient à un effort plutôt saoudien.

La tentative du ministre algérien de l'Energie, Noureddine Bouterfa, de faire changer d'avis à son homo-

logue russe pour assister à la réunion d'aujourd'hui est vaine. Il a regagné Vienne bredouille, se refusant à tout commentaire en sortant de sa réunion avec Novak.

En tout cas, un accord aujourd'hui à Vienne est fort possible, dans les termes convenus à Alger en septembre dernier. Les membres de l'Opep sont d'accord et la proposition algérienne définissant les modalités de sa mise en œuvre et qui sera débattue lors de cette réunion, a trouvé un écho favorable chez l'ensemble des pays de l'organisation. Le marché restera donc fixé sur ce



Un accord est possible dans les termes convenus à Alger.

conclave qui semble être celui de la dernière chance. Si les paramètres techniques n'ont pas été révélés

jusque-là, c'est l'optimisme qui règne parmi les responsables qui auront à sceller aujourd'hui un accord final qui

donnera du sens à la décision d'Alger. A défaut, le marché va déprimer davantage et accentuerait les peines des membres qui tirent leur croissance de l'exportation du pétrole.

Il convient, enfin, de noter que les prix du pétrole ont connu des fluctuations négatives ces dernières semaines à cause du scepticisme des investisseurs nourri par les déclarations remettant en cause les intentions de certains membres de l'Opep et des analyses pessimistes quant à l'issue de la réunion de Vienne justement.

Hier, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en janvier a perdu 83 cents par rapport à la clôture de lundi pour s'établir à 47,41 dollars sur l'Intercontinental Exchange de Londres. Dans les échanges de New York, le baril de Light Sweet Crude (WTI) pour la même échéance a cédé 81 cents à 46,27 dollars.

L. H.

EXPLOITATION DU DIVIDENDE DÉMOGRAPHIQUE

Les pays arabes à Alger pour tracer une feuille de route commune

L'Algérie abrite, depuis hier et pendant deux jours, une rencontre régionale sur le dividende démographique. L'événement, qui regroupe les pays arabes de l'Afrique et du Moyen-Orient, permettra à ces derniers de sortir avec une feuille de route commune sur la manière de tirer profit de leurs croissances démographiques dans l'accélération de la croissance économique.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Le recul du nombre de personnes à charge augmente les chances de bien-être économique d'une société et c'est ce que les économistes qualifient de dividende démographique, a expliqué Luay Shabanah, directeur de l'Union des Nations-Unies pour la population qui participe aux débats sur le dividende démographique, à Alger.

C'est un phénomène de hausse de productivité économique qui se produit, dit-il, lorsque le ratio de la population active, définie comme étant une population âgée de 15 à 64 ans, s'accroît par rapport au nombre de personnes à charge, une popula-

tion âgée de moins de 14 ans à plus de 65 ans. Selon lui, la région arabe figure parmi les régions les plus jeunes du monde (les jeunes de 10 ans à 24 ans représentent 29% des 400 millions d'habitants et dont la moitié sont des filles), et au même temps où le taux de chômage est tout aussi élevé, particulièrement chez les jeunes diplômés atteignant les 28%.

C'est pourquoi, estiment les intervenants, les décisions politiques et les investissements sociaux doivent répondre aux attentes des populations en matière d'accès à des services d'éducation, au travail et à une santé de qualité. La pyramide des âges présente, poursuit-on, une

opportunité supplémentaire d'accélérer la croissance économique «à condition que les investissements nécessaires soient stratégiques et réalisés en temps voulu tout en étant à l'écoute des jeunes et surtout de les associer dans la mise en place des stratégies de développement social et économique et de l'innovation».

Selon le représentant du ministère de la Santé, l'Algérie a déjà un atout d'avoir une population jeune. Pour tirer profit de sa croissance démographique et créer un équilibre, dit-il, il faudra investir dans la jeunesse pour en faire un «bonus démographique» en les accompagnant avec des mesures réelles pour leur assurer une autonomisation économique, une participation dans la société et l'épanouissement individuel.

Selon le ministère de la Santé, l'année 2017 est placée en Afrique sous le thème «exploiter le dividende démographique en investissant dans la jeunesse».

L'Algérie, rappelle le département de la santé, a accordé une importance particulière aux questions démographiques notamment depuis 1983 avec le lancement de la Conférence internationale de la croissance démographique.

Et depuis, poursuit-on, l'Algérie a enregistré des progrès notamment dans la réduction du taux de pauvreté de 14% en 1995 et 5% en 2011, l'augmentation du taux de scolarisation (99%), les avancées réalisées dans le domaine de la santé avec le recul de la mortalité infantile et maternelle et la progression de l'espérance de vie dépassant actuellement les 77 ans (76, 7 ans pour les hommes et 78 ans pour les femmes), le renforcement de l'accès à la santé reproductive et à la planification familiale, aux médicaments essentiels...

Des réalisations dont l'Algérie se prévaut et compte partager avec ses convives.

S. A.

UN COLLOQUE S'EST OUVERT HIER À L'HÔTEL EL-AURASSI

Débat sur l'apport de l'Algérie à la décolonisation africaine

Un colloque international consacré à la «Contribution de l'Algérie à la décolonisation en Afrique» s'est ouvert hier à Alger. La rencontre a été ouverte par les ministres des Affaires étrangères et des Anciens moudjahidine. Étaient présents, des membres du corps diplomatique accrédité en Algérie ainsi que des personnalités nationales et internationales venues d'Afrique du Sud, du Mozambique mais aussi du Niger et du Gabon. Les ministres ont tous deux «relevé le rapport tout particulier qui lie l'Algérie à l'Afrique et qui puise sa substance dans les luttes communes pour l'émancipation du joug colonial et du régime de l'apartheid». Plusieurs thèmes à débattre ont été prévus durant les deux jours consacrés à cette rencontre. Parmi eux, «La Révolution algérienne et l'Afrique : éclairages historiques et mémoriels» et «La diplomatie algérienne de la libération à la consécration des valeurs de paix et de stabilité». Après l'ouverture du colloque, un documentaire relatant les faits qui ont marqué la Révolution algérienne a été projeté.

R. N.

L'ÉCONOMISTE ABDELHAK LAMIRI LE DÉPLORE

Une «simulation financière» à défaut d'une stratégie globale

La loi de finances 2017 suscite de nombreuses polémiques et d'innombrables questionnements sur l'existence ou l'absence d'une véritable vision du gouvernement.

Naouel Boukir - Alger (Le Soir) - L'économiste Abdelhak Lamiri déplore la réalisation d'une «simulation financière» à défaut d'une stratégie globale à long terme. Et ce, même si, précise-t-il, cette LF 2017 incorpore «un peu plus de visibilité que les précédentes puisqu'elle n'est pas établie sur une année et comprend des prévisions jusqu'à 2019».

Toutefois, on ne peut parler de perspectives économiques sur le moyen et long terme car «pour aspirer à être un pays émergent et à avoir une croissance à deux chiffres, il faudrait mettre en place des projections jusqu'à 2030, voire

2040». Mais avons-nous les moyens de les réaliser aujourd'hui ? Selon A. Lamiri, «on n'est pas assez structurés pour que cela se fasse, surtout qu'on n'a pas les outils nécessaires comme les bases de données et les simulations». Il regrette à ce propos que «l'Etat ait investi des centaines de milliards de dinars dans les structures depuis les années 2000 en négligeant totalement l'industrie du savoir».

Dans ce sens, il a rappelé lors de son passage à la Chaîne 3 que «la planification à long terme et l'économie de la connaissance ont fait de la Chine une puissance mondiale aujourd'hui alors qu'elle n'était qu'un pauvre pays de paysannerie».

D'ailleurs, «la création d'une cellule de planification stratégique au Premier ministère est indispensable pour disposer d'indicateurs économiques fiables», a-t-il indiqué. Une stratégie d'urgence ne

doit pas exclure l'appui fondamental de l'administration et des institutions non économiques. La gouvernance de ces dernières doit précisément être modernisée pour évoluer vers «une optique de gestion managériale afin de pouvoir sortir de la crise actuelle», a ajouté l'économiste.

«Le pessimisme ambiant qui se répand aujourd'hui est une prophétie qui s'autoréalise, or une stratégie globale à long terme pourra éclaircir les horizons et donner plus de courage aux Algériens pour avancer et dépasser cette crise», a expliqué A. Lamiri. En ajoutant que «les décisions prises dernièrement par le gouvernement vont nous épargner de graves dérives» mais l'absence d'une vision structurée ou d'un plan d'urgence de sortie de crise entrave incontestablement l'avènement d'un véritable rebond économique-social.

N. B.